

La « ségrégation » des Palestiniens continue

20/03/2023

JEUDI SOIR à Cherbourg, les antennes locales d'Amnesty international et de l'Association France-Palestine solidarité (AFPS) ont souhaité une nouvelle fois interpellier les habitants sur les exactions qui se déroulent en dehors de nos frontières, en l'occurrence sur le conflit israélo-palestinien, « dont on parle trop peu », soupire Maryvonne Goudal, présidente de l'association cherbourgeoise.

« Le camp de la paix s'affaiblit »

Dans ce cadre, une conférence a été organisée en présence de Jean-Claude Samouiller, président d'Amnesty international France. Invitée, Anne Tuaille, vice-présidente de l'AFPS France, « n'a pas pu faire le déplacement depuis Grenoble à cause des mouvements sociaux ».

Après la projection d'un film retraçant les quatre années



→ Maryvonne Goudal, secrétaire d'Amnesty International Cherbourg, Hervé Jubin, président de l'Association France Palestine solidarité (AFPS) Cherbourg, et Jean-Claude Samouiller, président d'Amnesty International France.

d'enquête menée de « façon impartiale » par Amnesty, le débat s'est centré sur l'apartheid israélien (« terme enfin reconnu depuis la sortie du rapport de 200 pages d'Am-

nesty ») envers le peuple palestinien dans l'enceinte du salon des mariages de la mairie de Cherbourg-Octeville.

En 2022, les forces israéliennes ont tué plus de 200 Pa-

lestiniens, le conflit armé ayant également fait 26 morts du côté d'Israël. Face à ces chiffres, cette organisation non gouvernementale (ONG) demande au gouvernement is-

raélien de mettre fin à la « ségrégation » du peuple palestinien. « Les choses sont malheureusement très mal parties. Aujourd'hui, le camp de la paix s'affaiblit. D'autant plus depuis le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu en décembre dernier », déplore Maryvonne Goudal.

Des changements de la part d'Israël, mais aussi de la communauté internationale, « sont absolument nécessaires ». Pour la présidente de l'antenne cherbourgeoise, la compétence universelle doit jouer le jeu, « en gelant, par exemple, les actifs des criminels de guerre sur leur territoire ».

« Ce système d'apartheid doit être démantelé, et les Palestiniens doivent se voir accorder l'égalité des droits. Tant que ce ne sera pas le cas, la paix et la sécurité resteront hors de portée dans cette région du monde. »

Sé. L.